

Je partirai du dilemme qui conclut l'intervention passionnante et documentée de Luciana sur les rapports difficiles des socialistes avec la Communauté Economique Européenne. Partant d'un diagnostic plutôt keynésien sur la crise mondiale (un déficit de demande), Luciana propose deux remède qui semblent de bons sens:

- élargir géographiquement (en delà de la CEE) une sorte de zone keynésienne commune, une zone où la "contrainte extérieure" c'est-à-dire la concurrence des pays tiers) n'obligerait plus à pratiquer des politiques "d'austérité compétitive"
- adopter, à l'intérieur de cette zone, un modèle de développement alternatif, moins basé sur le développement des consommations marchandes, et donc moins déterminé par les "forces aveugles de la concurrence". Mais, fait-elle justement observer, un tel projet est plus facile à réaliser si une gauche partageant cette orientation accède au pouvoir partout en même temps en Europe, ce qui est peu probable. Il est en revanche plus facile d'accéder au pouvoir dans un seul pays, mais alors il est presque impossible d'imposer un tel projet aux autres pays.

Je ne discuterai pas ici de ce que serait plus précisément le "modèle alternatif". Je pense, comme Luciana que le paradigme culturel qui peut le cimenter mesurera le progrès par "l'être" plus que par "l'avoir", par le volume de temps libre et la qualité des relations de production plus que par la croissance du pouvoir d'achat. Je voudrais seulement réfléchir, à partir du "dilemme de Luciana", sur les possibilités ouvertes par l'Europe à une telle alternative. Et je ne parle pas (pour reprendre l'heureuse formule que Michel Beaud applique au Socialisme) de "L'Europe-Espérance" mais de "l'Europe-Vérité-Officielle", l'institution CEE.

Mais d'abord, un petit retour en arrière. Pourquoi les grands partis de l'Euro-gauche, les sociaux-démocrates français et allemands, le Parti Communiste Italien, qui n'étaient certainement pas alternatif (au sens défini

plus haut) mais en tout cas keynésiens (en ce qu'ils souhaitaient une croissance tirée par la consommation populaire) ont-ils parainés, ou se sont-ils ralliés, à cette Europe-là ? La réponse est simple: parce que dans tous les pays signataires du Traité de Rome, il y avait un accord national, de la droite à la gauche, pour ce type de croissance. Dès lors, l'ouverture des frontières ne représentait pas une menace pour la croissance de la consommation intérieure de chaque pays: tous les autres pays s'engageaient eux-même dans la même dynamique de croissance, que certains économistes appellent "fordisme". Le Traité de Rome enregistrerait tranquillement ce "Consensus de consensus", stipulant qu'était visée "une croissance équilibrée de tous les Etats membres à travers une croissance accélérée (je souligne) de leurs niveaux de vie". Aucun mécanisme transnational ne contraignait au respect de ce consensus: les consensus internes y suffisaient.

Au début des années 70, le modèle fordiste, base des "compromis social-démocrates" internes, est entré en crise. Pour des raisons générales, interne à chaque pays donc, et pour des raisons liées à l'interconnexion même des économies nationales. Raisons internes: le ralentissement des gains de productivité, l'immensité des investissements requis par la "révolution technologique", poussaient les forces capitalistes à modifier le partage de la valeur ajoutée dans un sens favorable aux profits. Raisons externes: l'internationalisation de la production, la ponction de la rente pétrolière, rendaient plus aiguë la nécessité d'équilibrer la balance commerciale de chaque pays. Et comme rien dans le Traité de Rome ne s'y opposait, la voie choisie fut celle de la facilité: diminuer les importations, stimuler les exportations par une baisse des revenus populaires, ou du moins une stagnation, contrastant avec la croissance de la productivité. D'un accord pour l'élargissement en commun des marchés, la Communauté se transforma en arène pour le repartage féroce d'un marché commun condamné à stagner par le mécanisme même de "l'austérité compétitive". Et ce second facteur de crise (la "nécessaire compétitivité") permettait de faire passer l'objectif découlant du premier facteur (la "priorité à l'investissement") pour une "contrainte extérieure", échappant au champ de la démocratie, de la recherche négociée de compromis social sur une base nationale.

Face à la crise du compromis fordiste, deux voies s'ouvrent donc. La voie "libérale-productiviste": investir pour exporter, exporter pour investir, et tant pis pour le progrès social et l'écologie. Et la voie alternative, celle de la transformation des relations sociale, des buts du travail, et du transfert des gains de productivité vers l'élargissement du temps libre, à l'abrit d'une politique concertée ("keynésienne") de régulation des équilibres.

Dans ce choix capital pour la fin du siècle, quel rôle joue objectivement la CEE, "l'Europe-Vérité-Officielle" ? En tant que zone de libre échange sans politique sociale commune, sans conventions collectives, sans horaires maximaux de travail, sans État-Providence communs, elle pèse de tout son poids, avec la force d'une "contrainte externe", en faveur du choix libéral-productiviste. Et, je le dis avec indignation et tristesse, le "nihil obstat" offert par la soi-disant "eurogauche" (PS français, SPD, PCI) au projet de Grand Marché 1992, sans la moindre contrepartie vers une "Europe sociale commune", n'a fait qu'aggraver cette tendance.